



Entretien d'E.ON avec la presse

Paris, 7 juillet 2009

Dr. Wulf H. Bernotat

Président du Directoire d'E.ON AG

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un très grand plaisir de vous accueillir aujourd'hui ici à Paris.

E.ON en France est un chapitre relativement récent de l'histoire de notre entreprise, mais cependant très important. Dans le domaine de l'énergie, la France, du fait de sa taille et de son influence en matière de politique énergétique, constitue un marché-clé pour le processus d'intégration de l'Europe, et pour E.ON. Nous nous réjouissons donc d'autant plus d'être présents dans ce pays depuis près d'un an en tant que numéro trois du marché français de l'énergie. C'est un succès de notre toute nouvelle expansion au niveau européen.

Ces deux dernières années, nous avons massivement développé notre activité en Europe en investissant 42 milliards d'euros. La reprise des activités d'Endesa en Italie, en Espagne et justement en France y a particulièrement contribué, tout comme les acquisitions réalisées dans le domaine des Énergies Renouvelables ainsi que la reprise du fournisseur d'électricité russe OGK4. Résultat : aujourd'hui, E.ON opère dans 30 pays. Aucune autre entreprise énergétique ne peut afficher une telle présence en Europe. Ainsi, nous contribuons au processus d'intégration de l'Europe. Nous prenons parti pour la libre concurrence et nous l'encourageons par de nombreuses initiatives.

D'un point de vue politique, l'intégration européenne s'est ralentie ces dernières années si l'on pense à l'échec des référendums sur le projet de constitution européenne. Comme le disait Henry Kissinger : "un vide s'est créé entre le passé de l'Europe et l'avenir de l'Europe." L'intégration économique de l'Europe peut aider à combler ce vide. Mais au sein du secteur de l'énergie, nous devons encore éliminer quelques obstacles. Je veux simplement citer quelques exemples :

- L'électricité doit pouvoir traverser toutes les frontières du marché intérieur européen. Pour cela, nous devons construire encore plus de connexions transfrontalières, par exemple entre l'Espagne et la France.

- La libéralisation et la privatisation des marchés de l'énergie ne sont pas encore totalement réalisées. Dans la plupart des pays, l'Etat fait encore partie des grands actionnaires des entreprises énergétiques et fixe les règles du jeu sur les marchés nationaux. Ce qui entrave la concurrence.
- Nous avons besoin de systèmes plus homogènes en matière de politique énergétique. L'influence de l'Etat sur les prix de l'électricité est très différente d'un pays à un autre. En Allemagne, la participation détenue par l'Etat est de 40 %, en Grande-Bretagne, elle n'est que de 9 %. Les clients industriels sont aussi traités différemment selon les pays. Ce qui entraîne des distorsions de concurrence.
- Nous avons également besoin d'une plus grande cohérence sur le plan de la lutte contre le changement climatique. En Europe, nous avons 27 modèles nationaux différents de commerce du CO₂ et 27 systèmes différents de soutien aux Energies Renouvelables. Conséquence : les investissements ne sont pas toujours effectués là où ce serait durablement utile.

Mesdames et Messieurs,

L'Europe se trouve dans une mutation profonde de ses systèmes et de ses marchés énergétiques. La tâche titanesque consiste à faire du marché intérieur de l'énergie une réalité et à faire progresser la lutte contre le changement climatique grâce à des investissements massifs et sans perdre en compétitivité.

La lutte contre le changement climatique n'est cependant qu'une partie de cette gigantesque tâche, la prospérité et le progrès demeurent également essentiels pour l'Europe. Cela nécessite une stratégie énergétique globale et d'anticipation sur le long terme centrée simultanément sur trois grands objectifs : la sécurité, le respect du climat et la compétitivité de l'approvisionnement en énergie. Alors, la question se pose : de quel mix énergétique avons-nous besoin à l'avenir en Europe pour atteindre ces objectifs de façon équilibrée ? J'insiste sur la façon équilibrée. Nous ne pouvons pas nous consacrer uniquement à la question de savoir jusqu'où réduire les émissions de CO₂ à 2020 et développer les Energies Renouvelables. La question de

savoir dans quelle proportion nous souhaitons avoir du nucléaire, du charbon et du gaz à l'avenir en Europe est tout aussi importante. Même si nous parvenons à atteindre l'objectif très ambitieux d'augmenter la part des Energies Renouvelables d'ici 2020 jusqu'à, disons 30 %, nous devons encore couvrir 70 %, soit plus du double, par des sources d'énergie non renouvelables.

La France se trouve sans aucun doute dans une position de départ très favorable. L'approvisionnement est assuré à plus de 70 % par l'énergie nucléaire, c'est-à-dire par une technologie fiable quant à l'approvisionnement, économique et surtout sans émissions de CO₂. Les contraintes dans le cadre du commerce européen du CO₂ sont plutôt faibles pour les entreprises énergétiques françaises. Et étant donné les nombreux efforts de la quasi-totalité des pays européens pour renforcer l'énergie nucléaire, la France peut jouer ici aussi un rôle clé. Il pourrait en résulter des avantages par rapport à la concurrence, et des chances pour les entreprises françaises. Mais permettez-moi de me demander s'il est opportun, malgré tous ces avantages, de miser presque uniquement sur une seule technologie ? Et ne serait-il pas aussi souhaitable que la France prenne plus clairement un rôle de pionnier dans le cadre de la libéralisation et de la privatisation du marché de l'énergie et du développement des Energies Renouvelables ? Je pense que cela pourrait constituer des questions essentielles de la politique énergétique française au cours des prochaines années.

Mesdames et Messieurs,

E.ON est aujourd'hui le plus grand fournisseur d'énergie privé en France avec une puissance installée d'environ 2 500 MW issue de quatre centrales à gaz et à charbon. Sur le site Emile Huchet, nous construisons actuellement la plus grande centrale à gaz du pays et la plus moderne, nous investissons pour cela près de 470 millions d'euros.

Cela montre bien que nous voulons renforcer et développer notre position sur le marché français. Nous ne sommes naturellement pas seulement intéressés par le charbon, le gaz ou l'énergie hydraulique. E.ON est le deuxième plus grand exploitant de centrales nucléaires en Europe avec une puissance installée d'environ 11 000 MW.

En Grande-Bretagne et en Scandinavie, nous participons au développement de l'énergie nucléaire. En France, marché n°1 de l'énergie nucléaire, une grande partie du parc de centrales atteindra dans un proche avenir la limite de la durée de vie initialement prévue et devra être remplacée. Nous souhaitons vivement participer aux nouveaux projets de construction. Nous y avons été encouragés à plusieurs reprises par le monde politique et économique et nous sommes depuis longtemps en négociation avec des partenaires français potentiels à ce sujet.

Nous avons en outre conclu un contrat d'étroite coopération avec AREVA pour la construction de nouvelles centrales nucléaires et le développement d'un modèle de réacteur nouveau et moderne. Nous avons également un contrat de recherche avec l'autorité de contrôle française, le CEA, Commissariat à l'Energie Atomique. Nous disposons donc de bonnes conditions pour établir des partenariats sur le marché français de l'énergie nucléaire.

Mesdames et Messieurs,

Les Energies Renouvelables ne jouent pas encore en France un très grand rôle. Cela doit cependant changer. Le gouvernement français veut hisser la part des Energies Renouvelables à 23 % d'ici 2020.

Là aussi, nous nous considérons comme un partenaire de premier choix. E.ON est aujourd'hui l'un des exploitants leaders de parc éoliens onshore et offshore dans le monde. Nous voulons continuer à renforcer cette position. Ces trois prochaines années, nous allons consacrer 4 milliards d'euros supplémentaires au développement des Energies Renouvelables, soit 25 % de l'ensemble de nos investissements dans la production d'électricité. D'ici 2030, nous voulons hisser la part des Energies Renouvelables jusqu'à 36% de notre production d'énergie, en la triplant presque par rapport à aujourd'hui.

E.ON exploite aujourd'hui en France quatre parcs éoliens onshore d'une capacité totale d'environ 40 MW. Nous en construisons actuellement deux autres. Pour les prochaines années, nous envisageons avec nos partenaires de nouveaux projets éoliens d'une envergure allant jusqu'à 1 000 MW. Cela signifie qu'à moyen terme, la France sera pour E.ON l'un des marchés clés de l'énergie éolienne.

Ceci est également valable à long terme pour l'énergie solaire. Nous sommes convaincus que le Sud de la France deviendra l'un des premiers marchés de l'énergie solaire d'Europe. Il y a quelques semaines, nous avons inauguré au Lauzet dans le Sud de la France, la première partie de notre toute première ferme solaire photovoltaïque où nous utilisons nos propres modules.

À ce propos, je suis très heureux de pouvoir vous donner aujourd'hui une information inédite. Nous allons reprendre la société de développement de projets photovoltaïques, Conilhac Energies S.A.S. Celle-ci a déjà participé avec succès à des projets photovoltaïques dans le Sud de la France et dispose d'un pipeline de projets plus ou moins mûrs. Ce faisant, nous renforçons notre position sur le marché français dans le domaine des Energies Renouvelables, et nous gagnons un savoir-faire important pour la réalisation de projets solaires photovoltaïques à l'échelle industrielle.

Mesdames et Messieurs,

Pour conclure, permettez-moi de parler de l'importance d'une étroite coopération franco-allemande. L'Allemagne et la France ont montré force et union en faisant adopter le troisième paquet Energie dans le cadre du marché intérieur européen. Elles ont ainsi obtenu que des entreprises énergétiques fortes et couronnées de succès sur le plan international, dont l'Europe a besoin, ne soient pas tout simplement dépossédées et démantelées, même si de notre point de vue le troisième paquet Energie n'est pas la meilleure solution. De même, durant le conflit du gaz entre la Russie et l'Ukraine, la coopération entre la France et l'Allemagne a fait ses preuves et a été payante pour les consommateurs.

Cela va sans dire : l'Europe a besoin de groupes énergétiques forts. Premièrement, pour pouvoir négocier d'égal à égal avec les grands pays fournisseurs. Deuxièmement, pour garantir et moderniser son approvisionnement en énergie avec des investissements se comptant en milliards. Et troisièmement, pour continuer à développer le marché intérieur européen et la concurrence européenne. En effet, des entreprises fortes ne sont pas seulement des partenaires forts mais aussi des concurrents forts.

Un grand nombre d'entreprises européennes agissent sur le marché allemand de l'électricité et du gaz, en particulier des entreprises françaises. Réciproquement, notre engagement en France montre bien que le marché de l'énergie français s'ouvre de plus en plus à la concurrence, bien que de manière encore hésitante. L'Allemagne et la France sont donc liées par un étroit partenariat bien qu'elles soient en situation de concurrence intense. C'est la réalité !

Dans ce contexte, la décision que prendra la Commission Européenne dans le cadre de l'enquête antitrust contre E.ON Ruhrgas et GDF Suez passe à côté de la réalité et du présent. Ce qui est condamné appartient depuis longtemps au passé et n'a jamais été le cas en l'état. La convention entre E.ON Ruhrgas et GDF Suez en question, a été conclue en 1975. En substance, elle concernait le transport de gaz naturel durant la période de développement du secteur du gaz en Europe. La convention servait à garantir l'investissement dans le gazoduc, elle n'avait en pratique aucune incidence sur le développement du marché et a été, à titre d'information, formellement annulée en 2004 par les entreprises. Je ne comprends pas qu'il y ait là matière à justifier des ententes visant à former un cartel et empêcher la concurrence. Bien que, par ailleurs, nous soutenions clairement la Commission Européenne dans l'ensemble de ses actions pour l'Europe, si la décision est celle qui est attendue, nous n'accepterons pas ce jugement !

Mesdames et Messieurs,

Nous avons besoin de partenariats solides en Europe et pour l'Europe. Dans ce contexte, cela fait plaisir de voir que lors du récent Conseil des Ministres franco-allemand, un décret clair ait été pris pour la fondation d'une S.A. bilatérale franco-allemande. L'étroite concertation sur les questions énergétiques nous aidera à identifier et à réaliser systématiquement et sans perdre de temps les projets franco-allemands potentiels dans le secteur de l'énergie.

Mesdames et Messieurs,

Je me réjouis particulièrement de vous rencontrer aujourd'hui à Paris dans le cadre de ce premier entretien avec la presse et j'espère que nous aurons l'occasion de poursuivre ce dialogue. Je vous remercie de votre attention.